
Analyse empirique de la wilaya de Tizi-Ouzou (1962 – 2008)

Selim OUALIKENE*

Introduction

A la veille de l'indépendance, les structures territoriales de la Grande-Kabylie fortement contrastées s'identifient aux plaines agricoles riches valorisées par le capital agraire colonial sur la vallée du Sébaou, contrairement aux petites exploitations à faible rendement qui caractérisent l'économie vivrière au sein de l'espace montagnard, territorialement dominant, mais économiquement pauvre.

L'organisation et la répartition de la propriété foncière agricole sur le territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou, de l'indépendance à nos jours, peut être mis en évidence à partir de quatre processus majeurs :

1. La situation de l'agriculture en Grande-Kabylie au terme du programme spécial (1968 – 1971).

2. L'organisation de ce secteur durant la période qui coïncide avec la nationalisation des terres agricoles (ère de la révolution agraire de 1970 à 1978). Dans ce contexte historique et économique précis, nous tenterons de mesurer l'impact de la politique nationale d'implantation des 1000 villages socialistes sur l'organisation de la propriété foncière agricole locale.

3. L'opération de restructuration des terres du secteur agricole socialiste (octobre 1987 – avril 1990) ; cette expérience nous a permis de prendre conscience du fait que la wilaya de Tizi-Ouzou est loin d'assurer son autosuffisance alimentaire.

4. Le recul inquiétant des performances du secteur agricole local engendré par une urbanisation effrénée et envahissante.

* Enseignant chercheur, Faculté des sciences économiques, Université Mouloud Mammeri, Tizi-Ouzou.

1. Le Programme spécial de la Grande – Kabylie (1968 – 1971)

Considérée au lendemain de l'indépendance comme faisant partie des wilayas déshéritées, la Grande – Kabylie va bénéficier d'une enveloppe financière de 550 millions de DA allouée par les pouvoirs publics. La répartition sectorielle de cette enveloppe va privilégier dans un premier temps les secteurs de l'agriculture (23,5%), de l'industrie (18%) et de l'éducation (18%). Ce programme sera complété par une autre enveloppe financière estimée à 280 millions de DA.

Au départ, l'idée qui prédominait chez les pouvoirs publics était de réhabiliter les zones de montagne qui avaient souffert des atrocités de la Guerre de libération (1954 – 1962), et de soulager aussi les populations des zones rurales sous-équipées, marginalisées et source d'émigration vers des espaces économiques plus rémunérateurs (Alger ou les métropoles européennes).

Ne possédant jusqu'aux années 1970, aucune ressource naturelle (minière et énergétique), susceptible de répondre aux besoins des 600.000 habitants peuplant les zones rurales de l'époque, la Grande-Kabylie était irréversiblement condamnée, du moins temporairement, à se tourner, soit vers l'activité agricole¹, soit vers l'encouragement de la main-d'œuvre masculine au chômage à émigrer vers les espaces urbains et industriels internes plus lucratifs ou externes.

Les chiffres officiels montrent² que la surface agricole réellement cultivée est de 110.000 hectares. Le rapport entre production et consommation prouve que l'agriculture locale est vraiment loin de subvenir aux besoins en nourriture de la population. En effet, les meilleures terres de la région, celles de l'autogestion, qui pourtant sont les mieux équipées en outils et engins divers, ne fournissent même pas les 10 quintaux à l'hectare, représentant le rendement moyen d'une exploitation agricole.

Une étude de la Direction départementale de l'agriculture de Tizi-Ouzou a exprimé efficacement la situation globale qui a prédominé dans le secteur agricole de la wilaya de Tizi-Ouzou, celle-ci reste d'actualité aujourd'hui, même si de multiples réformes ont vu le jour depuis 1970, ainsi, « *la rareté des terres cultivables, leur topographie accentuée, l'étroitesse des exploitations et le niveau de technicité relativement peu élevé font que les rendements sont généralement bas, les revenus*

¹ Données recueillies d'après l'article de Rabah Mahiout. Révolution africaine, n° 408, décembre 1971, Page 22, article intitulé : « *La wilaya de la Grande Kabylie au terme du Programme spécial* ».

² Mahiout, R., *op. cit.*

agricoles limités et le revenu monétaire en résultant particulièrement faible en raison de la part importante consacrée à l'auto-consommation des familles »³.

Au terme du Programme spécial (1968-1971), la situation de l'agriculture en Grande-Kabylie illustre les limites des performances agricoles imposées par des conditions géographiques et écologiques particulièrement rigoureuses. C'est ainsi que la surface totale de la wilaya de Tizi-Ouzou était estimée à 570.000 ha dont 70% (399.000 ha) représentant les zones montagneuses et 30% (171.000 ha) les zones de plaine ; la superficie globale des terres agricoles cultivables étant évaluée à 390.000 ha dont 40% en zones de montagne, 30% en zones de plaine et dont 220.000 ha de maquis et terrains de parcours. La surface agricole utile brute était estimée à 170.000 ha, soit (390.000 ha moins 220.000 ha) dont 60.000 ha laissés en jachère. La superficie agricole réellement labourée représentait seulement 110.000 ha soit (170.000 moins 60.000 ha).

La répartition des exploitations agricoles par secteur juridique était la suivante :

- Secteur de l'autogestion ou socialiste : 30.000 ha répartis en 48 domaines.
- Secteur traditionnel ou privé : 80.000 ha répartis en 89.600 exploitations dans les proportions suivantes :
 - 50.700 exploitations (57%) de moins d'un hectare.
 - 25.300 exploitations (28%) dont la superficie est comprise entre 1 et 5 ha.
 - 13.600 exploitations (15%) dont la superficie est supérieure à 5 ha.

Etant donné le poids démographique au début des années 70, les grandes difficultés d'irrigation en eau, la faible productivité des terres et leur mécanisation archaïque..., la majorité des observateurs de l'époque s'accordaient à dire que la wilaya de Tizi-Ouzou était très mal partie pour réussir l'auto-suffisance alimentaire. En aucun cas, l'agriculture locale ne pouvait servir de « locomotive » au développement économique et social de la région, d'où le recours à l'investissement public et à l'industrie devant permettre le décollage économique de la Grande-Kabylie.

Effectué en 1966, le recensement général de la population et de l'habitat (R.G.P.H) a donné pour la Grande-Kabylie les résultats suivants :

- La population totale est estimée à 830.758 habitants dont 79% sont des ruraux.

³ Mahiout, R, *op. cit.*

- Elle est inégalement distribuée sur le territoire ; la densité de population varie entre 20,4 hab/km² (communes côtières et extrême Sud de la wilaya) et 507,1 hab/km² (zones montagneuses).

- Cette population est extrêmement jeune car plus de 50% des individus n'excèdent pas 20 ans. Son taux d'accroissement annuel est supérieur à 3%.

- La population active est estimée à 183.439 personnes, tandis que le nombre de personnes ayant effectivement une activité rémunérée est évalué à 119.300 individus, soit 14,36%.

- La répartition de la population occupée par secteur économique s'établit ainsi : secteur primaire 65 615 personnes soit 55%, secteur secondaire 21 474 personnes soit 18% et secteur tertiaire 32 211 personnes soit 27%.

Ces chiffres illustrent que plus de la moitié des actifs rémunérés (55%) de notre zone d'étude tirent leur revenu des travaux agricoles. Enfin, dans l'offre régionale d'emplois, la part du secteur secondaire (soit 18%) est la plus faible confirmant ainsi la fragilité des structures industrielles de la Grande-Kabylie en 1966.

2. La période qui coïncide avec la nationalisation des terres agricoles et la politique des 1000 villages socialistes

Le secteur agricole d'Etat comprend le secteur agricole autogéré et le secteur de la 'Révolution agraire'. Au niveau national, les données chiffrées montrent qu'il occupe 40,7% de la superficie agricole utile (S.A.U.) totale du pays, produit 53,9% des céréales, 42,9% des produits maraîchers, 79,7% des cultures industrielles, 91,4% des agrumes, 33,4% des fruits, 89,3% du vin, mais il reste très marginal dans la production animale⁴.

Constitué par des exploitations appartenant avant l'indépendance aux européens, le secteur autogéré, né juridiquement en mars 1963, occupe les meilleures terres du pays et dispose d'équipements sans commune mesure avec ceux existant dans le secteur agricole privé. Les terres versées au Fonds national de la révolution agraire sont de qualité moindre, mais ils bénéficient d'un niveau d'équipement à peu près similaire.

Concernant la répartition des terres agricoles en Grande-Kabylie, on peut citer les grosses propriétés que l'on rencontre sur la vallée du Sébaou (Isser, Bordj-Ménaiel, Oued-Aïssi, Tamda, Azazga, Fréha), les zones côtières (Cap-Djinet, Dellys, Tigzirt, Azeffoun) et en haute altitude (Ouadhias, Drâa-El-Mizan, Boghni) ; elles correspondent à la mise en valeur agricole des plaines les plus fertiles par le capitalisme agraire colonial. Après l'indépendance, ces

⁴ *Chiffres relatifs à la campagne agricole 1976-1977*, in Bedrani, Slimane (dir.), *L'agriculture algérienne depuis 1966 : Etatisation ou privatisation ?*, Alger, Editions OPU, 1981. P. 15.

terres ont été restructurées en domaines autogérés et distribuées aux anciens Moudjahidines.

Concernant la politique des 1000 villages socialistes, celle-ci a eu un impact modéré sur le territoire agricole de la wilaya de Tizi-Ouzou⁵. Sur les 14 villages socialistes programmés 12 avaient été inscrits, 5 inaugurés, 6 étaient en cours dont 1 n'avait pas encore démarré. A titre comparatif les wilayas de Tlemcen et d'El-Asnam étaient celles qui avaient bénéficié du plus grand nombre de villages socialistes programmés au titre du deuxième plan quadriennal avec respectivement 64 et 63 villages agricoles.

3. La restructuration du secteur agricole de 1987 : des résultats limités

Dans cette perspective de réflexion, notre centre d'intérêt va privilégier principalement trois directions : l'analyse des performances du secteur agricole, les caractéristiques générales de l'agriculture dans la région et l'étude spatiale du secteur primaire marginalisé.

3.1 Les performances du secteur agricole

La ventilation de la superficie agricole utile (S.A.U.) de la wilaya par grandes spéculations illustre la prépondérance de l'arboriculture (49%), elle-même dominée par l'olivier (66,3%), activité qui contribue toujours, avec l'artisanat, à la renommée de la région. Néanmoins, le processus de réhabilitation de l'arboriculture rustique passe par la mise en œuvre d'une politique efficace de développement agricole de l'espace montagnard.

Prise dans sa globalité, la production végétale totale dans la wilaya est estimée en 1986 à 250.621 tonnes, soit à peine 3,3% de la production végétale nationale. Tout d'abord, ce chiffre à lui seul, témoigne du recul impressionnant des performances agricoles du secteur primaire, lorsqu'on établit une comparaison entre les années 70 et 90. Ensuite, ce grand déficit agricole est également l'indice que la Grande-Kabylie reste fortement dépendante d'autres wilayates qui l'approvisionnent en fruits et légumes (Boufarik), fromages (Oran, Blida, etc...).

Les principales spéculations qui se partagent l'espace agricole de la wilaya sont successivement l'arboriculture (49% de la S.A.U.), les cultures fourragères (24%), les maraîchages (11%), les céréales (9%), les légumes secs (3%), la viticulture (1%) et les autres cultures (3%).

⁵ Source : Ammar, Belhimer, article cité, El-Moudjahid, 14/11/1978. Tableau cité par Marc, Ecrement, M.L, Benhassine dans leur ouvrage intitulé : « *Indépendance politique et libération économique : un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962 – 1985* », Alger, OPU, 1986, p.174.

La faiblesse des performances du secteur agricole dans la wilaya de Tizi-Ouzou par rapport à l'ensemble national est illustrée par le tableau ci-après (données valables jusqu'en 1986).

Tableau 1 : Production agricole locale par rapport à la production nationale

Nature de l'activité	Production locale	$\frac{\text{Production locale}}{\text{Production nationale}} = \%$
Production végétale		
Arboriculture	690.136 quintaux	10 %
Fourrages	119.144 quintaux	?
Maraîchages	926.650 quintaux	3,7 %
Céréales	98.243 quintaux	0,3 %
Légumes secs	15.370 quintaux	0,2 %
Production animale		
Viandes rouges	22.713 quintaux	1,3 %
Lait	214.260 hl	2,8 %
Laine	1.150 quintaux	—
Viandes blanches	124.306 quintaux	6 %
Production aviaire	90.553 quintaux	8 %
Miel	424 quintaux	
Production halieutique		
Poisson	108 tonnes en 1986	0,12 % de la production nationale
Poisson	188 tonnes en 1987	dont 88 tonnes de poissons blancs.

Source : Plan d'aménagement de la Wilaya de Tizi-Ouzou, Agence nationale d'aménagement du territoire (A.N.A.T.), Tizi-Ouzou, (1990). Rapport d'orientations⁶.

Enfin, on comprend aisément que le prix d'un litre d'huile d'olive de Kabylie ait atteint la somme de 100 DA (hiver 1992) ou pire encore, que le miel ait été côtelé entre 300 DA et 500 DA le litre, selon la qualité⁷.

⁶ Collectif d'auteurs : Mohamed, Dahmani. ; Said, Doumane ; Selim, Oualikene et Zohra, Saheb, *Tizi-Ouzou : Fondation, Croissance, Développement*, Tizi-Ouzou, Editions Aurassi, 1993, p. 400.

⁷ En 2008, le kilogramme de miel naturel produit en campagne oscille entre 3000 et 4000 DA. Le litre d'huile d'olive peut atteindre jusqu'à 350,00 DA.

3.2 Caractéristiques générales de l'agriculture dans la région

La répartition des terres par secteur juridique fait apparaître la prédominance du secteur privé qui concentre à lui seul 94% de la S.A.U. Ces terres présentent l'inconvénient d'être localisées dans leur grande majorité (84%) sur une pente supérieure à 12%.

Le secteur socialiste était représenté dans la wilaya par 16 domaines agricoles socialistes (D.A.S.) auxquels il faut ajouter les coopératives de services spécialisées (gros élevage, aviculture, semences, plants, etc...). Les terres de ce secteur étaient à l'inverse des premières, situées pour la plupart d'entre elles en piedmonts et vallées (73%).

L'opération de réorganisation du secteur agricole socialiste, amorcée en octobre 1987 et achevée en avril 1990, a abouti à la restructuration des anciens domaines de la manière suivante : 88 exploitations agricoles collectives (E.A.C.) d'une surface moyenne de 55 ha et 10 exploitations agricoles individuelles (E.A.I) d'une superficie moyenne de 6ha.

Avant le découpage administratif de 1985, la S.A.U. par actif agricole n'était que de 1 ha environ. Ce qui dénote l'ampleur du sous-emploi agricole dans la région. Quant à la S.A.U. par exploitation, elle était estimée à 0,95 ha contre, 1,6 ha en 1985. Ce ratio local est loin de la moyenne nationale qui était de 6,9 ha.

Ces rapports illustrent parfaitement l'extrême morcellement des terres qui caractérise l'agriculture séculaire de la région. Le processus de parcellisation de la propriété foncière entraîne des effets négatifs sur la productivité en freinant tout effort de modernisation, de remembrement rationnel et d'utilisation optimale des moyens de production. Néanmoins, tous ces inconvénients, ne diminuent en rien la place qu'occupe le secteur agricole dans la vie socio-économique de cette région qui, de tout temps, possédait une 'vocation' agricole, mais jamais suffisante pour nourrir ses habitants et encore moins dégager une épargne conséquente pour bâtir des villes ou financer les autres secteurs économiques.

Le tableau 2 dévoile l'incapacité de l'agriculture locale à satisfaire la demande locale (données chiffrées valables jusqu'en 1992-1993). Dans tous les secteurs les déficits sont énormes. Toute la région est dépendante de l'extérieur.

Tableau 2 : Moyennes par habitant des productions et des consommations agricoles et animales (wilaya de Tizi-Ouzou), 1992

Productions agricoles et animales	Moyennes par habitant	Consommation moyenne par habitant	Observation
Arboriculture 690.136 quintaux	69,0 kg	?	?
Maraîchage 926.650 quintaux	92,6 kg	120 kg	déficit
Céréales 98.243 quintaux	9,8 kg	240 kg	déficit
Légumes secs 15.370 quintaux	1,5 kg	8,3kg	déficit
Viandes rouges 22.713 quintaux	2,3 kg	14,0kg	déficit
Lait 214.260 hectolitres quintaux	21,4 L	47,0 L	déficit
Laine 1.150 quintaux	0.1kg	?	déf. probable
Viandes blanches 124.306 quintaux	12,4 kg	?	déf. probable
Miel 424 quintaux	0,04kg	?	déf. probable
Poisson 1.880 quintaux	0.20 kg	?	déf. probable

Source : Nos regroupements et calculs, Wilaya de Tizi-Ouzou, Office algérien interprofessionnel des céréales (O.A.I.C.), Office national des statistiques (O.N.S.), 1992⁸.

D'après le tableau 2, les chiffres disponibles montrent un net écart entre d'une part, les productions locales et d'autre part, les consommations moyennes annuelles par habitant ; pour les autres productions, malgré l'absence de statistiques, on peut affirmer sans se tromper, que la wilaya n'assure pas son autosuffisance, enfin, les consommations moyennes nationales par habitant sont nettement inférieures à celles des pays développés. Exemple : la consommation moyenne des viandes rouges aux Etats-Unis est de 120 kg par an et par personne contre 14 kg en Algérie.

⁸ Collectif d'auteurs : Dahmani, Mohamed ; Doumane, Said; Oualikene, Selim et Saheb, Zohra, *Tizi-Ouzou : Fondation –Croissance –Développement*, Tizi-Ouzou, Editions Aurassi, DBK, 1993, p. 400.

3.3 Le secteur traditionnel marginalisé

Les opérations contenues dans le Programme spécial de la wilaya (1968-1971) consistaient à restaurer les activités du secteur traditionnel fortement ébranlé par la Guerre de libération. Mais la rente pétrolière et la stratégie de développement (1967-1977) ont sacrifié ce secteur.

L'espace montagnard, géographiquement dominant mais économiquement pauvre, représente le lieu où prolifère tout un essaimage de villages kabyles traditionnels associés à de multiples activités économiques ancestrales, malheureusement en déclin. Parmi ces activités qui tombent progressivement en désuétude, nous pensons notamment à l'oléiculture, l'arboriculture fruitière rustique et l'artisanat (bijouterie, poterie, tapisserie...). Les raisons essentielles de ce déclin tiennent au fait que, d'une part la colonisation décourageait la production locale afin qu'elle ne puisse pas concurrencer les produits de la métropole, et d'autre part à une prise en charge irrationnelle, une gestion bureaucratique et un système d'approvisionnement inadéquat en moyens de production et inputs de ces activités économiques montagnardes pendant l'Algérie indépendante.

La revalorisation de ces activités ancestrales passe par une politique locale dynamique de réhabilitation des corps de métiers traditionnels, en veillant à y mettre tous les moyens humains et économiques indispensables, afin de préserver ce riche patrimoine culturel séculaire.

L'espace côtier, espace maritime de la wilaya de Tizi-Ouzou fait également partie des zones économiques qui ont très peu bénéficié des investissements publics et privés. L'absence d'une infrastructure portuaire dynamique se fait largement sentir dans le système d'approvisionnement global de la région. En effet, Tigzirt et Azzefoun, n'étaient dotées que de quais à capacités limitées de réception et d'enlèvement des marchandises où prédominaient les embarcations de plaisance (la flotille de pêche se composait de 104 embarcations parmi lesquelles on relevait 6 chalutiers, 18 sardiniers et 80 petits métiers en 1990). Le secteur de la pêche est connu pour enregistrer d'importants retards notamment en ce qui concerne la réalisation d'un abri de pêche à Tigzirt ; le projet de port d'Azzefoun dont les travaux de lancement dataient du mois d'avril 1990, programmé pour accueillir 50 embarcations, est enfin opérationnel. Le port d'Azzefoun devra remplir à moyen terme une double vocation, à savoir le commerce et la pêche.

Que peut-on dire en conclusion⁹?

Incontestablement ce n'est pas le surplus dégagé par le secteur primaire qui est à l'origine de la croissance et du développement de la ville de Tizi-Ouzou, (chef-lieu de la wilaya). Au plan social, ce secteur n'emploie que 673 personnes selon le recensement de 1987, soit 3,45% du total de la population occupée (19.505 actifs).

L'analyse de la politique de localisation des investissements publics durant la période 1966 – 1990 montre que celle-ci a été sectoriellement et financièrement orientée en direction de deux processus majeurs¹⁰ : une urbanisation – tertiairisation accélérée sous l'effet de l'exode rural et de la pression démographique et l'implantation d'un tissu industriel public dont l'objectif était de tenter de sortir cette wilaya initialement déshéritée et attardée du sous développement économique et social.

4 - Le recul inquiétant des performances du secteur agricole local engendré par une urbanisation effrénée et envahissante

La croissance urbaine a eu des incidences négatives sur les performances du secteur agricole local. Des travaux de recherche récents corroborent notre point de vue et renforcent l'idée que le processus d'urbanisation de la wilaya de Tizi-Ouzou durant la période 1966 – 2008 a eu des retombées préjudiciables sur l'agriculture locale hypothéquant ainsi les chances de la population locale d'assurer sa sécurité alimentaire.

Ces travaux¹¹ montrent à partir d'une contribution scientifique comment s'est réalisée l'extension de la ville de Tizi-Ouzou sous la contrainte foncière ; une seule phrase pourrait résumer à elle seule l'évolution de la situation actuelle en matière d'extension des programmes¹² publics et projets privés destinés à satisfaire des besoins sociaux sans cesse croissants dans le domaine de l'habitat (logements, équipements et infrastructures) : *«la ville de Tizi-Ouzou est arrivée*

⁹ Dahmani, Mohamed et al. : « Tizi-Ouzou : fondation, croissance, développement », p. 234.

¹⁰ Nos travaux de recherche sous la direction du Professeur Mohamed Dahmani: « Equipe de recherche du laboratoire d'économie spatiale, régionale et urbaine », 1990, 1995, 2002 à 2006.

¹¹ Laiche, M. et Sadoudi, M., « L'extension de la ville de Tizi-Ouzou sous la contrainte foncière », Revue *Campus* –86, décembre 2007, pp. 3-10, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.

¹² Voir notamment les données chiffrées détaillées relatives à l'habitat urbain et rural, projets inscrits dans le cadre du programme quinquennal 2005 – 2009. Source : Direction de la planification et de l'aménagement du territoire (D.P.A.T.), Wilaya de Tizi-Ouzou, juin 2007, pp. 68-75.

pratiquement à consommer ses derniers terrains destinés à l'urbanisation».

Cet article montre les différentes étapes qui ont caractérisé le parcours de l'urbanisation de la ville de Tizi-Ouzou en distinguant, l'urbanisme colonial embryonnaire, l'urbanisme de rattrapage, dense et extensif, l'urbanisme envahissant, les perspectives d'extension de la ville de Tizi-Ouzou et l'orientation de l'urbanisation vers l'Ouest.

Enfin plusieurs indicateurs amènent les auteurs de cet article à penser que l'extension de la ville de Tizi-Ouzou se fera vers la zone Est. C'est d'ailleurs un choix qui semble irréversible à partir du moment où les pouvoirs publics ont déjà exploré cet espace par la prévision d'implantation d'un important programme d'équipement.

Le tableau 3 identifie la liste des équipements publics de portée régionale programmés dans le cadre du Plan quinquennal (2005-2009) et implantés hors du territoire de la commune de Tizi-Ouzou.

Tableau 3 : Equipements publics programmés hors de la commune de Tizi-Ouzou et à réaliser entre 2005 et 2009

Identification du projet	Superficie	Localisation ou lieu d'implantation
Cité universitaire 9000 lits	17 hectares	Tamda (daïra Ouaguenoun)
Cité universitaire 4000 lits	08 hectares	Djebba (daïra de Ouaguenoun)
Cité universitaire 4000 lits	08 hectares	Tadmait
Cité universitaire 2500 lits	05 hectares	Drâa-Ben-Khedda
Cité universitaire 500 lits	02 hectares	Oued-Aïssi
Aménagement de 15000 places pédagogiques	22 hectares	Tamda (daïra de Ouaguenoun)

Source : Direction du logement et des équipements publics (D.L.E.P.), wilaya de Tizi-Ouzou 2007.

Les études mises en exergue dans cette réflexion esquissent une véritable dynamique d'extension de la ville de Tizi-Ouzou vers son flanc Est (Tamda, Djebba, Oued-Aïssa), malheureusement, située sur les terres agricoles à haut rendement appartenant aux plaines fertiles de la vallée du Sébaou.

Le plus grand, projet à l'Ouest de la « capitale régionale » Tizi-Ouzou (complexe olympique de 50 ha à Boukhalfa, banlieue immédiate), n'aura pas, à priori, les mêmes effets d'agglomération que les projets implantés à l'Est. De même que l'urbanisation de la zone occidentale de la ville de Tizi-Ouzou qui permettrait de relier le chef-lieu de la wilaya à Drâa-Ben-Khedda, se ferait au détriment de l'agriculture, amenuisant aussi

sérieusement les dernières potentialités de ce secteur¹³ sur la vallée du Sébaou.

Signalons enfin que sous l'effet de la contrainte démographique induisant l'extension des agglomérations urbaines, les individus ont parallèlement ressenti le besoin de se déplacer rapidement et au moindre coût entre leur résidence et leur lieu de travail, parfois distant de plusieurs dizaines de kilomètres. Ce qui explique, ces deux dernières décennies, l'aménagement et l'extension d'un vaste programme étatique de réalisation d'infrastructures de base et le rôle crucial joué par un réseau routier et ferroviaire¹⁴ local de plus en plus dense dans le processus de développement socio-économique de la wilaya de Tizi-Ouzou. Néanmoins, l'aménagement de ces vastes infrastructures publiques s'est réalisé, encore, au détriment des terres les plus fertiles limitant les superficies et les rendements agricoles à l'hectare, accentuant ainsi la dépendance alimentaire et exacerbant la crise écologique locale.

Conclusion

Le mode d'organisation territoriale impulsé par les pouvoirs publics a induit une dynamique spatiale nouvelle fondée sur la relation ville / industrie privilégiant ainsi les activités tertiaires et accessoirement celles associées aux activités industrielles au détriment des emplois du secteur primaire (agriculture, élevage, pêche, et forêt...).

Le recul inquiétant des performances du secteur agricole local (rendements limités des productions céréalières et laitières, crise multiforme de l'agriculture de montagne : oléiculture, arboriculture fruitière, apiculture, ...), accentué du fait de la réduction notable des superficies des terres à vocation agricole sous l'effet d'une urbanisation effrénée et envahissante justifie aisément le choix de notre problématique essentiellement articulée à partir de trois logiques : économique, spatiale et environnementale.

¹³ La situation actuelle de l'agriculture peut être appréciée à partir du dernier annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou (DPAT, Wilaya de Tizi-Ouzou 31/12/2006 – Edition N°22 juin 2007). Les éléments d'information chiffrés concernent la répartition générale des terres par commune, les effectifs du cheptel local, les principales productions animales et végétales ainsi que les moyens de production (matériel agricole) destiné à valoriser ce secteur.

¹⁴ Au sujet de la consistance du réseau routier par commune, du réseau ferroviaire et de l'état du réseau routier, consulter à l'annuaire statistique de la wilaya de Tizi-Ouzou, Edition N°22 – pages 51, 52, 53. (Section intitulée : l'infrastructure routière et ferroviaire dans la wilaya de Tizi-Ouzou).

Le développement local caractéristique de la wilaya de Tizi-Ouzou fondé sur la dynamique spatiale ville / industrie a induit, ces quatre dernières décennies (1968 – 2008), une extension spectaculaire des agglomérations urbaines et l'implantation d'un tissu industriel implanté sur des sites faciles d'accès (les plaines agricoles fertiles localisées le long de la vallée du Sébaou : Tadmaït, Draâ-Ben-Khedda, Tizi-Ouzou, Oued-Aïssi, Tamda, Azazga, Fréha).

Les processus d'urbanisation et d'industrialisation caractéristiques de la wilaya de Tizi-Ouzou ont généré la multiplication d'une série de facteurs négatifs risquant de mettre en péril l'équilibre des structures territoriales et sociales mais aussi de menacer celui du système écologique local dans son ensemble.

Parmi ces facteurs pervers, nous retiendrons, une gestion municipale irrationnelle et anarchique en matière de récupération des ordures ménagères, une pollution atmosphérique accentuée (dans les grandes centres urbains) par un parc automobile en croissance rapide, les rejets des implantations industrielles locales, les déchets solides accumulés par les infrastructures sanitaires, les eaux usées stagnantes et évacuées à ciel ouvert à proximité des stations balnéaires et un patrimoine forestier local sans cesse menacé par des incendies répétés et une crise sécuritaire bien loin d'avoir trouvé une issue favorable ou un dénouement salutaire.

Pour résumer, nous rappellerons très succinctement que les mutations spatiales récentes (croissance urbaine / émergence d'un tissu industriel induites par l'économie de rente), observées au sein de notre zone d'investigation durant ces quatre dernières décennies (1967 – 2009) ont eu des conséquences regrettables sur l'environnement naturel local affectant sérieusement et durablement l'équilibre des écosystèmes (maritimes, agricoles, montagnards et forestiers) caractéristiques de la wilaya de Tizi-Ouzou, d'où la nécessité et l'urgence de préserver le système écologique local dans sa diversité (très riche mais vulnérable) en l'intégrant dans la problématique du développement durable.

Bibliographie

- Ait Amara, H., *Le droit des peuples de se nourrir eux-mêmes*, Supplément El Watan Economie, p. 12, 03 Avril 2007.
- Badillo, D., *Stratégies agro-alimentaires pour l'Algérie*. Prospectives, Aix-en-Provence, Edisud, 2000, p. 350.
- Balta, P. (dir.), « Algérie », Coéditions Nathn (Paris-France) et ENAL (Entreprise Nationale du Livre), Alger 1988, p.207.
- Bedrani, S., *L'agriculture Algérienne depuis 1966 : Etatisation ou Privatisation?* Alger, OPU, 1981, p. 415.
- Benachenhou, A., *L'exode rural en Algérie*, Alger, Presses de l'ENAP, 1979. p. 144.
- Benachenhou, A. ; Bedrani, S. ; Bourenane, N. et Molina, J., « Les politiques agraires en Algérie – Vers l'autonomie ou la dépendance ? », in *le CREA*, Alger, Edition SNED, 1980, p. 475.
- Benissad, H., « L'Algérie est dépendante du reste du monde en matière alimentaire », in *Liberté Economie*, 26 Avril 2008, p. 7.
- Benissad, H., *l'économie algérienne contemporaine*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1980, 130 p.
- Bontems, Ph. et Rotillon, G., *Economie de l'environnement*, Paris, Editions La découverte, 1998, Collections Repères, p. 130.
- Bouzi, A., « Algérie : le risque alimentaire est sérieux » ; «La dépendance alimentaire : une menace pour l'Algérie», in *le soir d'Algérie*, 11 avril 2007 et mai 2008, *le soir* sur Internet, e-mail : info@lesoirdalgerie.com. page24.
- Dahmani, M., « La crise des structures agraires et la stagnation du secteur agricole, (1962 – 1978) », pp. 147-174, in *L'Algérie : légitimité historique et continuité politique*, Bordeaux, Editions le Sycomore, Imprimeries Delmas, 27 février 1979, 302 p.
- Dahmani, M., *Economie et société en Grande-Kabylie*, Alger, OPU, 1990, 240 p.
- Dahmani, M.; Doumane, S ; Oualikene, S. et Saheb, Z., *Tizi-Ouzou, Fondation - Croissance – Développement*, Tizi-Ouzou, Editions Aurassi, 1993, p. 400.
- Djenane, A., « Ajustement structurel et secteur agricole », in *les cahiers du CREAD*, n° 46/47 (décembre 1998/mars 1999), pp. 123-134.
- Ecrement, M., « Indépendance politique et libération économique » ; *un quart de siècle du développement de l'Algérie (1962 –1985)*, Co-Editions, ENAP (OPU – Alger), PUG (Grenoble), 1986, p. 364.
- Marouf, N., « *La relation ville-campagne dans la théorie et la pratique* », Contribution à une sociologie rurale des pays dominés, Alger, OPU, 1979, p. 120.

Mutin, G., *La Mitidja : décolonisation et espace géographique*, Alger, OPU, p. 600.

Nait Messaoud, A., « L'agriculture à la croisée des défis. L'ordre tarde à s'installer dans le secteur », in *la Dépêche de Kabylie. Les grands débats économiques contemporains*, 23 Août 2007.

Oualikene, S., « Urbanisation, migrations et formes nouvelles d'organisation de l'espace économique : le cas d'une région d'Algérie : la wilaya de Tizi-Ouzou », thèse de doctorat 3^{ème} cycle, économie, Université de Paris 1, 29 juin 1987, 600 p.

Rainelli, M., *L'Organisation Mondiale du Commerce*, Collections Approches, Paris, Edition La découverte, imprimé en Algérie par Casbah Editions, 2001, 130 p.

D.P.A.T., *Annuaire statistiques de la wilaya de Tizi-Ouzou*. DPAT (Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire). 2000, 2001...2007, 2008.

PROLOGUES

Revue maghrébine du livre

Islam et mondialisation
Islam politique et démocratie
L'égalité des sexes en matière d'héritage

Trimestrielle n° 38 – printemps 2009

